

Franck Dorso

RÉSO – UNIVERSITÉ RENNES II

ESO - UMR 6590 CNRS

CRESS EA 1334, UNIVERSITÉ MARC BLOCH DE STRASBOURG

Ce texte présente une synthèse de recherche doctorale, dont il reprend le titre. La thèse a été dirigée par Maurice Blanc, et menée au Centre de Recherche et d'Etudes en Sciences Sociales de l'Université Marc Bloch de Strasbourg. Elle a été également nourrie par mes travaux et échanges au sein des structures dans lesquelles j'ai travaillé pendant la durée de sa réalisation : ESO-Rennes, UMR-CNRS 6590, et l'Institut Français d'Etudes Anatoliennes, USR-CNRS 3131, à Istanbul. La soutenance a eu lieu le 24 septembre 2008 à Strasbourg.

Plusieurs intentions sont à la source de ce travail. Le thème fondateur est celui du pouvoir. Il est travaillé à partir d'une situation concrète. Dans l'étude menée à Istanbul, un conflit d'appropriation territoriale se noue autour de la muraille de Théodose II entre les usagers illégaux et les pouvoirs publics. En dépit de toute attente, les premiers parviennent depuis plus de vingt ans à maintenir leur emprise sur un site en transformation. Comment, dans un rapport de force largement déséquilibré, peuvent-ils y parvenir ?

Le thème du pouvoir est abordé en lien avec l'espace, qui constitue le second pivot de la recherche. Je tente de dépasser le niveau des conflits d'appropriation pour voir ce qui, dans les transactions autour d'enjeux spatiaux, relève de constructions normatives.

Pour cela, je propose de renouveler l'approche des usages informels de l'espace urbain et des faits imprévus dans les opérations d'aménagement. On peut chercher à voir en quoi ceux-ci, parfois considérés comme des défaites, des accidents ou des phénomènes secondaires, participent de la régulation du monde social et de l'ordre urbain.

Cette perspective a des implications en termes d'action. Dans cette étude, certains usages informels et imprévus sont *a priori* dommageables au regard du projet d'aménagement, mais se révèlent essentiels à la

stabilisation des usages et des formes. Cependant, pour pouvoir jouer efficacement ce rôle régulateur, ils doivent œuvrer de façon tacite, dans l'ombre en quelque sorte. Qu'implique la prise en compte de ces processus en termes d'intervention urbaine ? Peut-on contrôler l'incontrôlable ? Doit-on même, sur le plan de la connaissance, mettre en lumière toutes les coulisses des processus sociaux ?

La troisième motivation porte sur la notion de dualisme. La dimension binaire structure la pensée occidentale en profondeur. Quels sont les liens entre la dualité comme outil de théorisation et comme forme effectivement à l'œuvre dans le monde social ? En s'inspirant de la sociologie de Georg Simmel et du paradigme de la transaction sociale, j'explore les processus par lesquels des couples de tension structurants opèrent au sein des rapports de pouvoir et dans les conflits objectivés autour d'espaces et de leurs usages.

Par les thèmes abordés et mon parcours personnel, la recherche s'est située dans un dialogue entre sociologie, anthropologie et urbanisme, en s'ouvrant simultanément à la géographie (dans le questionnement sur l'espace), et, de façon plus ciblée, à la psychologie (autour des notions d'occultation et de retour à l'équilibre.)

La tension entre recherche et action a innervé l'ensemble de cette démarche. La situation de terrain constitue un problème d'aménagement identifié par les acteurs locaux, et qui a fait l'objet, dans le courant de la recherche, de demandes en termes de connaissances. Par ailleurs, les analyses produites ont des implications pratiques en termes d'aménagement urbain, pour le site de la muraille de Théodose II, mais aussi en terme de réflexion générale sur la conduite des opérations. Enfin, l'étude met à jour des paradoxes auxquels chercheurs et acteurs peuvent être confrontés face à des situations de conflits sur le terrain, et qui questionnent l'acte même de recherche.

1- LES USAGES INFORMELS DE L'ESPACE URBAIN

La muraille de Théodose II clôt la partie historique d'Istanbul sur les sept kilomètres de son tracé terrestre – les parties maritimes de la muraille le long de la mer de Marmara et de la Corne d'Or ayant pratiquement disparu aujourd'hui. Bâti dans la première partie du cinquième siècle, cet imposant édifice militaire a profondément structuré la ville byzantine et ottomane, puis contraint le développement de l'aire métropolitaine lors des phases d'extension des années 1950 et 1970.

A partir du dix-neuvième siècle, la fonction militaire du rempart décroît. L'édifice est moins entretenu, et des usages détournés commencent à apparaître (petite industrie, artisanat, habitat) ou s'étendent pour des formes anciennement tolérées en temps de paix (maraîchage, pâtures). A partir des années 1950, la muraille change de position : percée par des tracés routiers ou ferroviaires, elle ne fait plus frontière, la ville s'étendant toujours plus loin vers les collines de Thrace. Simultanément, des formes d'habitat spontané, le *gecekondu* (littéralement « posé dans la nuit ») s'installent dans les espaces disponibles. Tours de défense et péribles sont peu à peu occupés par des formes encore plus précaires d'habitat. Les pratiques éphémères se développent : déambulations, rencontres, libations, pratiques sexuelles, simple repos, petits trafics, péages informels, campements Roms

En 1985, l'inscription de la ville sur la liste du patrimoine mondial de l'humanité par l'Unesco au titre de quatre zones d'intérêt majeur – dont les murailles théodosiennes – vient une nouvelle fois changer la situa-



Constructions sur la muraille terrestre près de Yedikule, en 1880

(©Göçmen).

avec expulsions des occupants, puis rénovations par portions.

Dès que les chantiers sont terminés, les usagers reviennent néanmoins s'installer, adaptant leurs modes d'occupation à la nouvelle configuration des lieux. Ces présences mouvantes et tournantes rendent assez floues les représentations du site, affecté par un processus de recomposition territoriale permanent.

Les opérations sont pilotées par la municipalité, propriétaire et maître d'ouvrage, avec un contrôle souvent théorique du ministère de la Culture. Jusqu'à ces dernières années, en l'absence de toute mesure de concertation, et même de tout projet global, le nombre d'acteurs réellement impliqués sur le plan institutionnel demeurait faible, et le pouvoir concentré. Les mesures récentes d'ouverture, notamment aux experts scientifiques, ont complexifié la situation en multipliant les structures et les statuts honorifiques, sans changer toutefois sur le fond les procédures décisionnelles.

Des critiques se sont élevées depuis plusieurs années chez les architectes ou les experts turcs ou étrangers pour dénoncer des opérations de rénovation bâclées, sans relevé archéologique, avec des matériaux de mauvaise qualité et par des entreprises proches des partis au pouvoir mais ne disposant pas des compétences jugées nécessaires pour ce genre de travaux.

Les critiques restent vives aujourd'hui : l'occupation du site et les dégradations supposées qui en découlent, la piètre qualité des rénovations, et l'absence de projet d'ensemble et d'inscription de l'opération dans le processus d'urbanisation plus global des quartiers environnants et de l'aire métropolitaine stambouliote ont même conduit l'Unesco à brandir la menace d'une inscription du site sur la liste des chefs d'œuvre en péril. Face aux enjeux fonciers, immobiliers, économiques et touristiques du dossier, la Municipalité du Grand Istanbul a pris un certain nombre de mesures théoriques (un plan de sauvegarde de la péninsule historique au 1/5000ième, assimilé par des experts locaux à un simple plan de zonage) et gagné un peu de temps.

Pour l'ensemble des acteurs qui produisent un discours et des actes reconnus comme légitimes, la situation sur la muraille terrestre se présente comme un problème, dont un des aspects les plus déterminants est son occupation par des usages illégaux. Ceux-ci seraient responsables de la dégradation du



Rénovation de la Porte de Belgrade (©FD).

site et d'une grande insécurité qui contribuerait à l'absence (bien réelle) de touristes sur les lieux.

Nous sommes là en présence d'un premier paradoxe intéressant : la municipalité produit un discours volontariste de « nettoyage » du site, et elle a prouvé lors de quelques épisodes musclés qu'elle en avait bien les moyens (opérations coordonnées des polices et de l'armée). Dans le même temps, et alors qu'aucun projet d'ensemble ne voit le jour, les usages informels perdurent sur le site et, s'ils évoluent plus ou moins selon les portions, ne tendent pas à disparaître.

2- LE PARADOXE DU RAPPORT DE FORCE ET DE L'APPROPRIATION DU SITE

C'est autour de cette situation paradoxale que s'est construite la problématique de la recherche doctorale : comment, en dépit d'un rapport de force manifestement défavorable, les usagers informels parviennent-ils à maintenir ou à imposer une appropriation matérielle et symbolique de la muraille terrestre d'Istanbul, à influencer l'opération de rénovation en cours depuis plus de vingt ans ?

La situation étudiée présente un intérêt heuristique en termes de recherche urbaine ; elle est en même temps un problème soulevé concrètement par les acteurs locaux. Ma démarche fut parfois encouragée au départ, car il n'existait jusque là aucune étude sur le sujet. Bien que constamment décriés, les usagers et les usages demeurent par certains côtés un point aveugle de la situation. Les entretiens institutionnels montrent par exemple un écart entre le discours de dénonciation et le discours de description,

souvent faible ou faux, comparé aux faits.

Sur le terrain, le conflit se noue autour des usages considérés comme illégaux d'un espace appartenant à la municipalité. Dans les recherches menées sur ce type de problématiques dans les villes des Suds, les auteurs s'appuient souvent sur l'étude des formes progressives de mobilisations, qui peuvent aboutir en passant par des montées en généralité et des processus d'institutionnalisation (Berry-Chikhaoui et Deboulet, 2000). Il n'y a rien de comparable ici : aucune forme de mobilisation n'est décelable sur le terrain. En dépit de cela, les usagers parviennent à imposer leur emprise sur les lieux – ce qui présente pour ainsi dire une situation inversée, dans ce genre de conflit.

a. Transaction sociale et processus de spatialisation

Ces paradoxes stimulants semblaient difficiles à approcher avec un outillage théorique centré sur les seuls rapports de force. Parallèlement, mes travaux précédents ou simultanés interrogeaient le statut de l'espace dans des contextes de métropolisation et d'internationalisation (Lisbonne, première recherche sur Istanbul) et les pratiques atypiques de certains espaces urbains (Lisbonne, Istanbul, Tours, Rennes), en s'appuyant notamment sur l'approche socio-anthropologique de l'espace urbain de Jean Rémy et Liliane Voyé, et le paradigme de la transaction sociale (Rémy, 1998 ; Rémy et Voyé, 1981).

Mon approche théorique s'est construite autour de ce paradigme, mais de façon non-exclusive, en faisant dialoguer plusieurs sources, avec toujours le souci d'en revenir aux questions posées par la situation de terrain.

La transaction sociale permet d'interroger le pouvoir dans sa complexité : les rapports de force voisinent avec des échanges et des négociations. Cette approche tripartite n'évite pas le conflit, bien au contraire. En se référant notamment à Georg Simmel, elle montre comment des situations de transaction sont structurées en profondeur par des couples d'oppositions indépassables et qui pourtant doivent bien cohabiter au quotidien (Simmel, 1991). La résolution des tensions passe par des formes de compromis pratiques et transitoires, pressentis déjà par Raymond Ledrut, qui permettent des ajustements momentanés, condamnés à être remis en cause (Ledrut, 1976).

C'est dans cette optique que je propose notamment, à la fin de l'étude, de ne plus considérer le conflit comme un moment extraordinaire dans un flux social plus ou moins stabilisé, mais au contraire comme le constituant de fond du continuum social, les moments saillants étant les épisodes de pacification, obtenus à l'issue de transactions – qui restent compliquées, inégalitaires et dynamiques.

Dans ces processus, l'espace, considéré dans ses triples dimensions, empruntées à la géographie, de cadre, support et enjeu, peut prendre un quatrième visage : celui du tiers, qui, dans des situations de transaction proches du blocage, permet une déviation de la tension vers des objets ou des enjeux encore possibles.

Pour étudier la dimension spatiale d'un problème donné, je cherche alors à comprendre le « processus de spatialisation » : comment l'espace est à la fois présent en tant que dimension incontournable, et « saisi », mis en musique par les acteurs dans le contexte donné. Ce choix permettra notamment de voir comment des problèmes renvoyant à des tensions insurmontables (identitaires, socio-économiques) sont « déviées » vers un problème (sur)spatialisé, réduit ou cantonné à sa dimension locale ou matérielle.

b. A l'assaut des murailles

Sur le plan des méthodologies mises en œuvre, l'avancée sur un terrain relativement vierge ménageait les marges de liberté et les obstacles inattendus. Parallèlement aux outils classiques de l'enquête sociologique, il a fallu modifier des outils connus ou en construire de nouveaux, adaptés à mes objectifs et aux spécificités du terrain.

Sur le site, les premières enquêtes reposaient sur les repérages, les observations fixes ou mobiles (avec grilles) et les entretiens non directifs ou semi-directifs. Progressivement, les sorties terrain furent de moins en moins programmées en fonction d'objectifs fixés à l'avance (tester telle hypothèse, utiliser tel outil), pour évoluer vers des formes de parcours attentifs aux rencontres et opportunités, avec la totalité de la batterie d'outils sous la main. Le carnet de terrain prenait plus d'importance. Cette évolution était également rendue possible par la connaissance de plus en plus précise des lieux, des accessibilités relatives à tel ou tel groupe, zone ou activité. Les approches hypothético-déductive et inductive ont ainsi été étroitement mêlées.

Les tentatives pour réaliser l'exercice des cartes mentales ont amené à développer un questionnaire de reconnaissance visuelle plus efficace et mieux reçu sur le terrain – à la fois dans les institutions et sur la muraille ou les quartiers environnants. La photographie a été constamment utilisée, et demeure présente dans l'iconographie du mémoire.

De façon plus spécifique encore, il était essentiel de pouvoir accéder aux lieux, groupes ou pratiques cachés et dénoncés par le discours des institutions et de certains habitants des quartiers riverains. Or il était souvent impossible d'œuvrer à visage découvert. Plusieurs techniques d'immersion ont alors été utilisées. L'observation participante a été fréquemment pratiquée. Il a parfois fallu endosser des identités fictives pour pénétrer tel ou tel groupe ou lieu, en travaillant les rôles et en veillant à la cohérence et à un certain cloisonnement des situations. Enfin, le réseau de contacts et d'informateurs devait être entretenu dans le temps.

Le travail d'enquête et de recueil des données et des matériaux s'est d'abord fait lors d'une première période durant laquelle je travaillais et résidais à Istanbul, puis lors de séjours sur le terrain quand j'habitais en France. Les échanges et les recueils de discours ont été réalisés en turc, en anglais et dans certains cas en français (acteurs institutionnels francophones).

c. Trois hypothèses enchâssées

Trois hypothèses ont été formulées pour apporter une réponse à la problématique. Le mémoire de thèse présente leur constitution progressive, qui a suivi un processus cumulatif : il ne s'agit pas de trois hypothèses alternatives élaborées simultanément et s'excluant les unes des autres, mais de trois pistes enchâssées entre elles par la progression de la réflexion.

La première hypothèse postule une disjonction entre une sphère institutionnelle et une sphère des usages de terrain qui favoriserait des marges de liberté pour les seconds. Elle repose sur l'idée d'une force particulière du côté des usagers de la muraille terrestre.

La deuxième hypothèse avance l'idée d'une dérivation. Les conflits et les transactions autour de la muraille renvoient à d'autres problèmes que l'on préfère ignorer : problèmes sociaux et économiques, difficile maîtrise

de l'urbanisation et des flux de migrants, rapport problématique à l'espace urbain stambouliote dans l'écriture orientée de l'histoire collective. Dans cette optique on pourrait dire qu'on repère des faiblesses du côté des institutions et du pouvoir. Si les usagers s'imposent sur le site, c'est que le pouvoir délaisse les lieux, et que la raison du conflit est ailleurs.

La troisième hypothèse propose de confronter pratiques et discours, en reliant les plans précédents. Au delà des exhortations au « nettoyage » matériel et humain de la muraille, il y aurait une conscience tacite du rôle de régulation et de stabilisation de l'ordre social joué par son occupation. La « part d'ombre » désigne ces coulisses honteuses mais nécessaires d'un processus d'urbanisation et de socialisation. Cette reconnaissance partagée ne peut pas être reconnue publiquement, mais redessine, dans les actes, les lignes d'alliance et les convergences d'intérêts entre acteurs.

3- LES RÉSULTS DE LA RECHERCHE

a. Liens et disjonctions

L'analyse a infirmé en partie la première hypothèse. Il y a bien des coupures entre acteurs, lors des expulsions par exemple, mais globalement les liens l'emportent. Les usagers de la muraille terrestre ne sont pas coupés du monde. Ceux qui y exercent une activité économique, même illégale, sont reliés au reste du monde urbain par de multiples circuits. Pour les migrants ruraux, la muraille fait souvent office de sas intégrateur dans des phases de mobilités géographique et sociale. Des figures de passeurs existent, soit dans les transactions économiques (la municipalité loue une partie des anciens fossés aux maraîchers depuis un firman ottoman), soit à travers des personnalités comme le muhtar, maire de petit quartier qui assure l'intermédiaire entre les habitants et l'administration. En outre, les usagers éphémères du rempart sont bien souvent les habitants des quartiers riverains eux-mêmes, qui, une fois sortis de telle ou telle situation douteuse, n'hésitent pas à condamner ce « coupe-gorge » infâme.

D'une façon générale, les usagers de la muraille ne forment pas un groupe homogène. Un sociogramme présente dans le mémoire de thèse la diversité des acteurs impliqués, des usagers aux institutions internationales. Le conflit, lorsqu'il se manifeste, oppose aussi

bien les acteurs d'un même groupe entre eux que des types d'acteurs différents.

Lorsque l'on replace la muraille terrestre dans le temps long de l'histoire, on voit apparaître des formes de reconnaissance bienveillante à l'égard de certains usages détournés, voire une folklorisation de pratiques comme les fêtes Rom ou la figure du vagabond des années 1950 (réplique nostalgique de notre bon clochard qu'on oppose en France à la figure plus angoissante du SDF avec ses chiens, et en Turquie à celle du tinerci, le jeune sniffeur de colle imprévisible.) Autant d'éléments qui raccrochent les pratiques d'aujourd'hui à des formes, même très ambiguës, de reconnaissance.

Les enquêtes ciblées sur les représentations et les images mentales de la muraille terrestre achèvent de déconstruire des lignes d'opposition pressenties entre une sphère institutionnelle et une sphère locale. Usagers, habitants et municipaux ont ainsi une représentation ponctuelle et utilitaire du site qui s'oppose à la vision linéaire et globale des experts turcs ou internationaux.

Si disjonction il y a, elle semble opérer plus nettement au sein même de la sphère institutionnelle et décisionnelle. La muraille devient un support de conflits et de stratégies concurrentielles internes aux services municipaux, à des quêtes de parcelles de pouvoir dans un contexte très centralisé – le champ de l'expertise n'échappant pas toujours aux mêmes tentations. Une transaction patrimoniale hésitante et parsemée de malentendus règle ainsi les relations entre l'Unesco et les services de la planification urbaine, théoriquement en charge du dossier.



Point de passage et habitat aménagé dans une niche (©FD)

Les usagers ne disposent donc pas de forces cachées, ils restent dans une position de ressources et de légitimités faibles, mais négocient au quotidien leur emprise, dans des interactions complexes pour lesquelles j'utilise le terme de maillage transactionnel distendu : les relations ne sont pas permanentes, il y a des séquences de calme, des séquences de tension, dont les mécanismes restent en mémoire.

Le lieu en tant que dispositif spatial joue évidemment un rôle dans l'emprise des usages locaux sur la muraille, à travers les configurations qui permettent l'invisibilité, de même que la quantité d'espaces disponibles. Mais le flou bien entretenu sur l'image actuelle du lieu joue un rôle au moins aussi important : entre danger et folklore rassurant, la muraille terrestre offre une grande diversité d'investissements potentiels.

Les marges de manœuvre des usagers, ce qui leur permet de maintenir leur emprise concrète sur les lieux provient de l'addition de ces différents facteurs, mais ne semble rendu possible que par un comportement erratique du pouvoir municipal, à travers les contradictions qui apparaissent entre les discours et les actes relatifs à la muraille.

b. Substitutions

On vérifie alors l'existence de jeux d'occultation entre plusieurs niveaux de conflit et de transaction. Le discours sur la dégradation du site contribue, dans certains cas, à détourner le règlement de problèmes de plus grande ampleur (effets du chômage, problèmes de logement, pressions sociales et morales, tensions politiques) vers des conflits localisés aux enjeux plus réduits, plus accessibles. Le problème de l'occupation et de la dégradation du site vient faire écran et se substitue aux problèmes occultés. C'est à ce niveau en particulier qu'opère le processus de spatialisation évoqué plus haut.

Ceci aboutit à une forme de transaction que l'on pourrait qualifier de basse intensité. De fait, l'attitude de l'autorité publique vis-à-vis du site se caractérise par un décalage entre discours volontaristes et absence ou faiblesse d'action sur les lieux.

Mais la contradiction va plus loin : il y a une ambiguïté au sein même des actes de la municipalité, entre un désintérêt à peine masqué pour le site (absence de projet d'ensemble, rénovations bâclées, tolérance des occupations) et un surinvestissement un jour par an, pour fêter en grande pompe la commémoration

de la prise de la ville par Mehmet le Conquérant. Ces reconstitutions grandioses et guerrières révèlent un rapport problématique et plus profond à l'espace et à l'histoire de la ville.

La muraille fait partie de ces signes non-turcs de la ville, plus ou moins refoulés selon les périodes dans la construction identitaire turque. C'est vrai en particulier dans les moments où cette construction identitaire est travaillée ou mise en danger par des tensions internes, comme aujourd'hui l'intégration européenne, les minorités nationales, la crise économique ou la question religieuse.

Dans les faits, le refoulement s'objective dans une forme de déprise institutionnelle vis-à-vis du site caractérisée par l'absence de projet et d'intérêt pour sa rénovation. Pourtant, par sa monumentalité et l'intérêt international qu'elle suscite, la muraille continue d'imposer sa présence dans la ville. Il faut alors combattre le retour de ce refoulé par un acte de reprise en main, qui permet plus profondément de rejouer le « moment fondateur » de la légitimité à être sur le sol de la ville. Peine perdue : tous les ans, la ville reste à prendre, et toujours par les armes.

Cette ambiguïté dans le traitement de la muraille témoigne de la difficile prise en compte de l'altérité dans l'écriture de l'histoire de la nation et de la ville, dans le contexte bien particulier d'Istanbul. Ce processus doit aussi se comprendre dans la tension entre l'appropriation politique de la question et l'inconscient collectif turc et stambouliote.

Les usagers, dans leur emprise concrète sur les lieux, profitent de cette faille du pouvoir officiel, entre déprise et refoulement, qui offre sur le terrain des opportunités pour l'appropriation des lieux.

En allant plus loin dans cette idée, on constate que l'identification négative des lieux renvoie à une transaction identitaire qui n'opère plus seulement au niveau national et collectif, mais aussi au niveau des identifications sociales individuelles.

Les discours réprobateurs sur la muraille comme lieu de perte construisent une figure du repoussoir utile aux stratégies de positionnement social de tous les acteurs : une figure de déclassement contre laquelle on s'adosse pour construire et valoriser sa propre position. Ce processus se retrouve chez des catégories d'acteurs très divers : institutionnels, universitaires, habitants, usagers.



Commémoration de la conquête :
défilés après la reconstitution de l'attaque (©FD)

Ces stratégies de distinction et d'identification renvoient à la construction plus générale des figures du Stambouliote (de souche, urbain, cultivé, cosmopolite...) et de l'Anatolien (migrant, rural, mal adapté, déprédateur...). Tout l'enjeu consiste à montrer que l'on est soi-même du bon côté de la société, et que l'on appartient à la catégorie des vrais urbains.

Ces discours, qui s'appuient sur des faits et des usages parfois largement reconstruits ou fantasmés, contribuent simultanément à produire les images et les représentations associées à la muraille terrestre. On voit là une déclinaison particulière de l'effet de lieu : ces constructions essentiellement discursives contribuent à façonner la situation sur le site, en attirant telle ou telle pratique, tel ou tel groupe, ce qui peut renforcer certains traits, ou en éliminer, selon les secteurs. La confrontation sur le terrain entre images et faits réels contribue à augmenter le caractère flou et mouvant du lieu, et finalement sa relative disponibilité. La construction de la figure du bas-fond présente ainsi des avantages sociaux et symboliques qui peuvent pousser les acteurs à maintenir un statu quo sur le terrain.

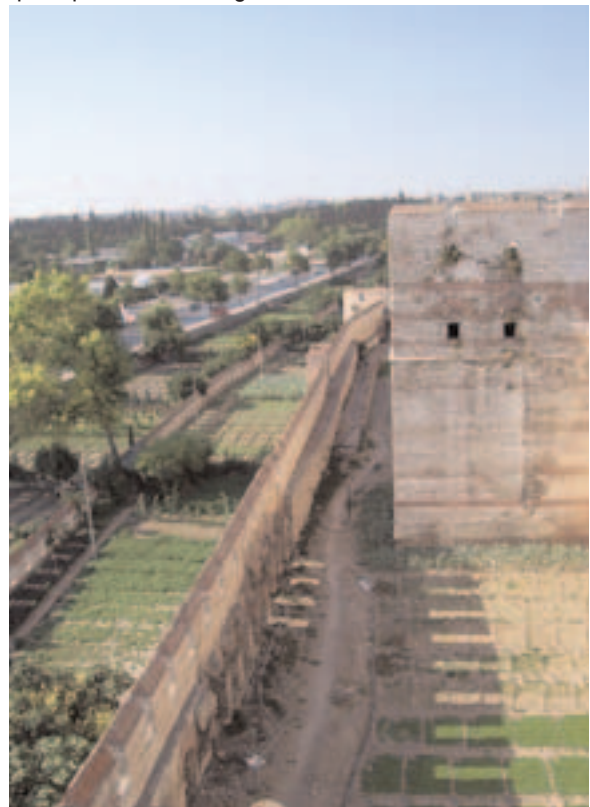
c. Ordre social et indécision

Au fur et à mesure des entretiens ou des immersions sur le terrain, je voyais se dessiner un écart grandissant entre les actes concrets constatés sur la muraille et l'ensemble des constructions symboliques et discursives. En retournant au niveau des pratiques, dans le cadre de la troisième piste ou hypothèse, je cherchais à relier les plans d'analyse : processus de

socialisation au niveau des individus, processus d'appropriation et de territorialisation sur la muraille terrestre, processus d'urbanisation à l'échelle d'Istanbul.

Concrètement, les usages de la muraille terrestre renvoient à une fonction de « soupape » ou d'amortisseur des tensions sociales et économiques. L'économie grise ou illégale absorbe les chocs des périodes de crise et l'afflux de migrants. La même logique prévaut pour l'habitat informel. Quant aux usages réprouvés, ils offrent un exutoire à des pressions morales, familiales ou religieuses.

Ce mécanisme apparaît fortement dans la production de sens associée aux pratiques éphémères du site. Les usagers souhaitent rompre un moment, de façon plus ou moins spectaculaire, avec le cadre de leur vie quotidienne. Cette volonté de coupure traduit une tension propre au processus de socialisation des individus, entre un pôle d'affiliation normative et un pôle de différenciation ou de singularisation. Cette dynamique est à rapprocher de la notion de construction de soi dans l'opposition, présente notamment chez Winnicott (Parazelli, 2002). Dans les faits, cela se traduit par des pratiques de transgression ou de retrait, et un



Périboles et tours de la muraille offrent des espaces de retrait

(©FD).

champ normatif quotidien). Ces usages demeurent temporaires : les individus ne souhaitent pas inventer un mode de vie alternatif, et retournent rapidement à leur vie normale.

Cette tension affiliation-différenciation structure en profondeur la situation analysée. Elle trouve des modalités temporaires de résolution dans ces pratiques de transgression et de retrait. Or, pour se réaliser, ces pratiques nécessitent que les individus ressentent subjectivement l'écart à la norme (c'est ce qui explique en partie l'impossibilité de formes de mobilisation : même dans une opposition radicale au pouvoir, les mobilisations passent par des actes fortement structurés par les normes ordinaires). L'enjeu est alors de conserver au cadre et aux situations sur la muraille terrestre ce caractère de scène secondaire, incertaine, hors de l'ordinaire.

Site encombrant sur le plan symbolique et finalement investi de façon ambiguë par les autorités, la muraille terrestre représente un support opportun pour l'expression de ces dynamiques de différenciation. Le mouvement est circulaire : lieu perçu comme moins soumis au contrôle normatif dominant, et où l'expression de la transgression et du retrait vient à son tour renforcer cette image de lieu louche ou incertain.

Ces processus construisent des convergences d'intérêts assez éloignées des discours officiels. Les acteurs qui ont concrètement affaire à la muraille terrestre (usagers, habitants, municipalité) ont une conscience diffuse de ce qui s'y joue, et y trouvent des avantages, avec des nuances d'un acteur à l'autre.

Ce mouvement montre de nouveaux jeux d'occultation et de renversement : les images négatives révèlent des fonctions perçues implicitement comme positives, et les conflits cachent des accords tacites. L'occultation apparaît nécessaire dans la mesure où elle concerne une part obscure à la fois du monde social et du processus d'urbanisation : la présence d'une altérité dans la construction normative et identitaire, la borne négative (la muraille bas-fond du réprouvé ou de l'Anatolien) en regard de laquelle se démarque une borne positive (la bonne ville du stambouliote).

L'enjeu n'est plus alors la lutte d'appropriation concrète du site entre usagers et institution, mais l'entretien de cette situation par tous ceux qui y trouvent un bénéfice : un espace-temps potentiel de transgression et de retrait, qui, structurellement et dans le contexte actuel,

contribue plus au maintien de l'ordre qu'à sa remise en cause. En ce sens, les acteurs de l'expertise (nationale et internationale) peuvent paraître gênants.

d. La double transaction

A l'échelle globale de la situation, une autre transaction apparaît donc derrière la transaction générale portant sur l'appropriation du site, une transaction qui porte cette fois sur les normes sociales et l'ordre urbain. La question initiale cherchait à éclairer l'emprise a priori étonnante, compte tenu des rapports de force, des usagers sur le site. Le processus de recomposition territoriale permanent de la muraille terrestre apparaît comme le compromis pratique des deux niveaux de transaction et fournit un élément de réponse essentiel à la problématique.

Il convient toutefois de ne pas dresser un tableau angélique des choses : la situation sur la muraille n'est pas celle d'un parc libertaire, objet d'un regard de la société somme toute bienveillant. L'absence de régulation formalisée laisse toute leur place aux rapports de force in situ, et les usages stables demeurent enserrés dans des contraintes sociales fortes.

A partir de ces résultats, la recherche doctorale s'est prolongée dans deux directions : les implications pratiques en termes d'action et d'aménagement urbain, et une proposition théorique autour des notions de lieux indécis et d'écart. Ces deux pistes dessinent les contours d'un projet de recherche qui est présenté dans la troisième partie du mémoire de thèse.

4- OUVERTURES

a. Pour une sociologie de l'écart

La logique de l'écart désigne la façon dont la tension affiliation-différenciation trouve une résolution concrète dans les pratiques de retrait et de transgression. L'étude des traductions de ce processus révèle sa dimension fractale : il agit à différentes échelles et s'objective dans différentes situations du monde social. Les comparaisons esquissées avec d'autres situations permettent de le repérer dans des contextes différents : par exemple en France, dans les usages des friches intra-urbaines de l'agglomération tourangelle, ou au Portugal, à travers les zones de contact entre le quartier prestigieux du Parc des Nations et les grands ensembles environnants de Chelas et d'Olivais. Ces éléments

plaident pour une exploration de la dimension anthropologique du phénomène.

Une mécanique interne à ce processus renvoie à la notion d'homéostasie (concept utilisé par la psychologie). Dans la perspective de Simmel (Simmel, 1991 ; Blanc, 1998), les couples d'opposés survivent aux résolutions momentanées de la tension, ce qui différencie cette approche de la tradition hégélienne du conflit, qui privilégie le dépassement de la tension dans une résolution qui fait accéder à une nouvelle opposition.

Il y a donc ici alternance de phases de plus grande tension et de phase de plus faible tension. J'utilise la métaphore de l'oscillation pendulaire, avec des oscillations fortes (tensions voire crispation entre les pôles) et des oscillations faibles (moments de stase, de faible tension).

Concrètement, les pratiques de l'écart n'ont pas pour but de construire un autre monde, des formes alternatives de modes de vie. Les usagers désirent retrouver, après coup, le cours quotidien de leur vie et leurs rôles sociaux primaires. L'écart correspond à la résolution d'un moment de déséquilibre dans la tension affiliation-différenciation, et disparaît avec le retour à une position d'équilibre. La dynamique interne de la tension semble conditionnée par ce principe homéostatique.

L'exploration de la dynamique de la tension et des processus de son activation (passage d'une position d'équilibre au déséquilibre et vice-versa) mérite d'être poursuivie. Elle permet d'élargir la perspective de recherche vers une vision plus générale du monde social, autour des notions de continuum et de conflit.

D'un point de vue pratique, ces dynamiques s'objectivent dans des formes particulières. Je reprends ici la notion de « lieux indécis » avancée dans des travaux précédents pour la requalifier en « espaces-temps d'indécision » (définition plus centrée sur les pratiques et les situations). L'indécision renvoie non seulement au caractère indécis des situations, mais aussi à l'entretien, de façon le plus souvent semi-consciente, de l'indécision par les acteurs eux-mêmes. Comme on l'a vu, l'expression des logiques de l'écart nécessite de ressentir un écart aux normes quotidiennes. La perspective de recherche consiste ici à se demander quelles sont les situations les plus favorables à la perception de cet écart. Les situations d'incertitudes et de



Chemins de crête sur la muraille de Théodose II. (©FDres.

De façon plus ou moins consciente, les acteurs peuvent chercher à maintenir des réserves potentielles d'espace-temps d'indécision, relativement accessibles depuis leur quotidien. Il est même possible d'avancer que la présence ressentie de ces réserves abaisse le niveau réel des passages à l'acte, tandis qu'une absence ressentie peut stimuler la tension et les passages à des pratiques de transgression (par exemple pour « installer » des réserves). Cette perspective permettrait d'éclairer sous un jour nouveau les « délaissés », friches et autres lieux résiduels des villes, au nord comme au sud – en particulier dans le cadre des opérations de renouvellement urbain. Elle pourrait également dialoguer avec l'étude des politiques publiques de contrôle des espaces urbains.

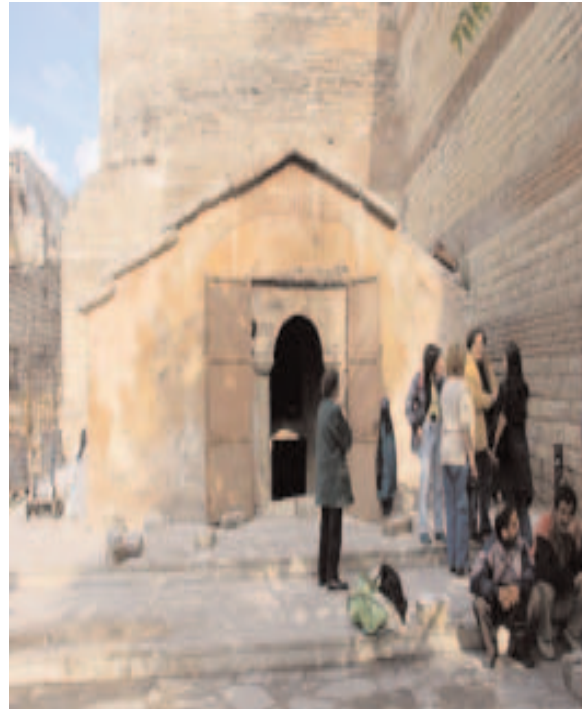
b. Maîtrise et imprévu dans les opérations d'aménagement urbain

C'est au niveau des implications en termes d'aménagement et de programmation des opérations urbaines que les logiques de l'écart et de l'indécision sont, à mon sens, les plus intéressantes. La situation étudiée à Istanbul, loin de nous montrer un énième cas de chaos urbain dans les pays dits en développement nous montre au contraire, dans ces jeux subtils du chat et de la souris, une forme d'intelligence implicite de l'aménagement urbain. Toutefois celle-ci doit rester dans le non-dit pour pouvoir œuvrer et il faut pour cela construire, « en masque, » une figure négative. Autrement dit, on construit du conflit pour protéger de l'accord (même imparfait et inégalitaire, et co-existant lui-même avec de multiples niveaux de tension, comme cela est montré dans le chapitre VI de la thèse).

A partir de là, comment prendre en compte ces processus dans une démarche d'aménagement urbain ? Sur le plan de l'action, peut-on et doit-on intégrer les logiques et les pratiques de l'écart aux projets et aux opérations ? La même question se pose sur le plan de la recherche urbaine : faut-il s'intéresser et produire une connaissance sur ces formes labiles et fragiles dès lors que, sur le terrain, le regard du chercheur, même bienveillant, n'est jamais souhaitable et peut les mettre en péril ?

Les usages informels sont considérés comme des faits imprévus et globalement indésirables par les opérateurs urbains. Le chapitre IX de la thèse explore les différentes modalités de prises en compte du phénomène, à Istanbul et dans d'autres contextes. D'une façon générale, ces formes particulières pourraient pourtant participer d'une co-production en acte de l'aménagement d'un espace urbain – leurs fonctions implicites de régulation offrant plus d'avantages que la lutte contre leurs effets dits imprévus. Pour cela, plusieurs pistes sont présentées.

Compte tenu de la dynamique propre aux logiques de l'écart, une solution consisterait à laisser la possibilité à ces formes imprévisibles de survenir. Cela toutefois ne serait pas envisageable en programmant des « blancs » à tel ou tel endroit, moment ou affectation d'usage, car dès lors on reviendrait dans une forme de prévision normative. La solution consisterait plutôt en une baisse générale du niveau de programmation, dont les modalités sont présentées dans ce chapitre IX, et



Visiteurs accueillis à la crypte de Silivrikapi par les occupants lors d'une sortie publique organisée dans le cadre de l'Observatoire Urbain d'Istanbul (©OUI)

qui préfigure un urbanisme ouvert à l'imprévu et à l'aléatoire.

Concrètement, cela implique l'acceptation d'une baisse de la maîtrise des opérations, et une baisse du niveau de contrôle. C'est bien alors la question du pouvoir des opérateurs qui est posée : diminuer sa maîtrise, c'est diminuer son pouvoir. Or, qu'est-ce qui peut (dans le champ urbain ou en général) pousser un acteur qui a le pouvoir à en céder une partie ?

La proposition d'un urbanisme de l'imprévu pourrait passer pour une provocation ; pourtant il s'agit de poser les bases d'une réflexion à visée clairement pragmatique. Ce point fit l'objet de plusieurs échanges lors de la soutenance de la thèse et fut établi comme une piste de travail à poursuivre – autant sinon plus autour de la question de la maîtrise que de celle de l'imprévu.

Elle est à envisager aussi sous l'angle des scénarios et des contextes – à ce niveau les projets futurs de la municipalité d'Istanbul qui commencent à être esquissés montrent que les logiques de promoteurs, à qui des portions de muraille seront déléguées par baux emphytéotiques, risquent de redessiner les rapports de force sur le site.

Il faut pour finir évoquer les dimensions éthique ou idéologique d'un tel positionnement. L'éthique de la transformation sociale et la défense du faible contre le

fort traversent bien des théories et pratiques urbaines. Elles sont ici, elles aussi, soumises au paradoxe de l'écart : faut-il en effet laisser les choses se faire sur le terrain pour que les logiques de l'écart se déploient librement – avec alors le risque de voir prospérer des rapports de force non régulés, comme par exemple les mafias locales à Istanbul ? Ou bien faut-il chercher à réguler ces situations complexes, au risque d'affaiblir ou d'éliminer ces formes de régulation locale ou « par le bas » ?

Au-delà des résultats escomptés, cette perspective implique une prise de risque et l'établissement de formes de confiance dans le monde social et dans la plasticité des processus sociaux.

CONCLUSION : LA DIMENSION TRAGIQUE

La conclusion (le compromis) momentanée consiste à considérer la dimension tragique de l'urbanisme et du monde social en général : on met à jour des contradictions insolubles, et pourtant la vie continue au jour le jour, et il nous faut agir nous aussi au quotidien.

Sur un plan théorique, cette perspective est présente dans toute l'œuvre de Georg Simmel, et on voit l'intérêt qu'il peut y avoir à poursuivre le travail de redécouverte de ce sociologue, notamment la poursuite du dialogue entre disciplines et le chantier passionnant d'une anthropologie urbaine.

Au niveau de l'action, la place de l'écart et la « part d'ombre » des processus d'urbanisation et de socialisation pourraient plaider pour un urbanisme non plus seulement orienté vers une position apollinienne (équilibre, beauté, justesse), mais aussi ouvert à la possibilité d'épisodes dionysiaques, incontrôlés mais paradoxalement régulateurs – et parfois créateurs. Ce qui peut être résumé par cette proposition simple : agir, sans tout maîtriser, et en le sachant.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES :

- Berry-Chikhaoui I, Deboulet A. (sous la direction de), 2000, *Les compétences des citoyens dans le monde arabe*, Karthala, Paris.
- Blanc M., 1998, « La transaction, un processus de production et d'apprentissage du "vivre-ensemble" », in Blanc M., Freynet M.F. et Pineau, G. (sous la direction de), 1998, *Les transactions aux frontières du social*, Chronique Sociale, Lyon, p. 219-238.
- Blanc M. (sous la direction de), 1992, *Pour une sociologie de la transaction sociale*, L'Harmattan, Paris.
- Ledrut R., 1976, *L'espace en question*, Anthropos, Paris.
- Parazelli M., 2002, *La rue attractive : parcours et pratiques identitaires des jeunes de la ville*, Presses de l'Université du Québec, Sainte-Foy (Québec).
- Rémy J., 1998, *Sociologie urbaine et rurale, L'espace et l'agir*, L'Harmattan, Paris.
- Rémy J., et Voyé, L., 1981, *Ville, ordre et violence*, PUF, Paris.
- Simmel G., 1991, *Sociologie et épistémologie*, (1894-1912), PUF, Paris.